

Dijon, le 15 février 2022

Arrêté préfectoral n° 217

portant prescriptions complémentaires (contenu du suivi à long terme) au droit de l'ISDD
exploitée par la société Suez RR IWS Minerals France à DRAMBON (21270)

Le Préfet de la Côte-d'Or

VISAS ET CONSIDÉRANTS

Vu le Code de l'Environnement et en particulier ses articles L.181-14, R.512-39-1 à R.512-39-5, R.181-45 et R.181-46 ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 décembre 2002 relatif aux installations de stockage de déchets dangereux ;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 octobre 2017 instituant des servitudes d'utilité publique dans un rayon de 200 m autour de la zone d'exploitation de l'ISDD, qu'exploite la société Suez sur les communes de DRAMBON et PONTAILLER-SUR-SAÔNE ;

Vu l'arrêté préfectoral du 12 janvier 2018, complété par l'arrêté préfectoral du 11 mars 2021, autorisant la société Suez RR IWS Minerals France à exploiter une installation de stockage de déchets dangereux, une installation de stockage de déchets inertes, des installations de tri, transit et traitement de déchets dangereux ou déchets non dangereux ainsi qu'une centrale photovoltaïque au droit de casiers réaménagés, sises Ecopôle des Grands Moulins à DRAMBON et PONTAILLER-SUR-SAÔNE ;

Vu le courrier du 20 septembre 2018 à travers lequel la société Suez notifie la date de la dernière admission de déchets au sein de l'ISDD (à savoir le 12 septembre 2018) exploitée sur la commune de DRAMBON ;

Vu le dossier de cessation d'activité du 27 juillet 2021, dans lequel la société Suez :

- notifie la cessation d'activité de l'ISDD exploitée sur la commune de DRAMBON ;
- décrit les mesures de mise en sécurité du site ainsi que les mesures de réaménagement et de réhabilitation des casiers exploités ;
- décrit les mesures relatives au suivi à long terme de cette même ISDD ;

Vu le rapport de l'Inspection des installations classées du 7 décembre 2021 ;

Vu l'avis du 1^{er} février 2022 du CODERST au cours duquel la société Suez RR IWS Minerals France a eu la possibilité d'être entendue ;

Vu le projet d'arrêté porté le 04 février 2022 à la connaissance de la société Suez RR IWS Minerals France ;

Vu l'absence d'observations présentées par la société Suez RR IWS Minerals France sur ce projet d'arrêté par courriel du 10 février 2022 ;

CONSIDÉRANT que la société Suez a été autorisée à exploiter une ISDD sur le territoire de la commune de DRAMBON ; que son exploitation est définitivement arrêtée depuis le 12 septembre 2018 (date de la dernière admission de déchets) ;

CONSIDÉRANT que l'intégralité des 12 casiers de cette ISDD a été exploitée (K1Aa, K1Ab, K1Ba, K1Bb, K1Ca, K1Cb, K1Da, K1Db, K1Ea, K1Eb, K1Fa, et K1Fb) ; que cela représente environ 1 160 000 tonnes de déchets dangereux enfouis ;

CONSIDÉRANT que les 12 casiers considérés ont fait l'objet d'un réaménagement et d'une réhabilitation conformément aux dispositions prévues par l'article 9.1.10.2 de l'arrêté préfectoral du 12 janvier 2018 ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article 41 de l'arrêté ministériel susvisé, le suivi à long terme, d'une durée au moins égale à trente ans, débute à compter de la date du dernier apport de déchets ; qu'ainsi la période de suivi à long terme durera au moins jusqu'au 12 septembre 2048 ;

CONSIDÉRANT que même article 41 prévoit « *qu'un arrêté préfectoral complémentaire précise les conditions de suivi à long terme* » ;

CONSIDÉRANT que pour le suivi à long terme de l'ISDD exploitée à DRAMBON, il y a lieu de prescrire les dispositions permettant de garantir les mesures d'entretien et de surveillance du site afin de préserver les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et L.211-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'actuellement, l'usage de la zone exploitée de l'ISDD à DRAMBON est affecté à l'implantation d'un parc photovoltaïque ; que l'exploitation de ce dernier doit être conduite de manière à ne pas obérer la bonne mise en œuvre du programme de suivi à long terme prévu par le présent arrêté ;

CONSIDÉRANT que conformément à l'article R.512-39-4 du Code de l'environnement, « *à tout moment, même après la remise en état du site, le préfet peut imposer à l'exploitant, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R.181-45, les prescriptions nécessaires à la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1* » ;

CONSIDÉRANT que la société Suez RR IWS Minerals France a été mise à même de présenter ses observations ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte d'Or ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : OBJET

La société Suez RR IWS Minerals France, dont le siège social se situe Tour CB 21 – 16 place de l'Iris à PARIS LA DÉFENSE CEDEX (92040), qui est autorisée à exploiter une installation de stockage de déchets dangereux, une installation de stockage de déchets inertes, des installations de tri, transit et traitement de déchets dangereux ou déchets non dangereux ainsi qu'une centrale photovoltaïque au droit de casiers réaménagés, sises Ecopôle des Grands Moulins à DRAMBON et PONTAILLER-SUR-SAÔNE, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté modifiant ou complétant celles des arrêtés préfectoraux des 12 janvier 2018 et 11 mars 2021 susvisés.

ARTICLE 2 : DÉFINITION DU PROGRAMME DE SUIVI À LONG TERME D'UNE ISDD

Article 2.1 : Définitions

Gestion passive des lixiviats : mode de gestion ne nécessitant pas d'énergie électrique.

Période de suivi à long terme : période d'une durée minimale de 30 ans s'achevant dès lors que les données de suivi des lixiviats ne montrent pas d'évolution des paramètres contrôlés tant du point de vue des eaux souterraines que de la qualité des lixiviats qui nécessiterait des dispositifs actifs de gestion des effluents.

Réaménagement final : ensemble des travaux, complétant la couverture finale et permettant le confinement d'une zone exploitée.

Article 2.2 : Arrêt définitif de l'activité « ISDD » sur DRAMBON

La réception de déchets au sein de l'ISDD, exploitée sur la commune de DRAMBON au droit de tout ou partie des parcelles visées à l'article 2.2 du présent arrêté, est interdite depuis le 13 septembre 2018. Les casiers K1Aa, K1Ab, K1Ba, K1Bb, K1Ca, K1Cb, K1Da, K1Db, K1Ea, K1Eb, K1Fa et K1Fb ont été exploités dans leur totalité et ont fait l'objet d'un réaménagement répondant à la réglementation en vigueur.

Les autres installations du site (en particulier l'ISDD située sur la commune de PONTAILLER-SUR-SAÔNE), autorisées par l'arrêté préfectoral modifié du 12 janvier 2018, continuent d'être exploitées par la société Suez RR IWS Minerals France.

Article 2.3 : Périmètre, début et durée du suivi à long terme

Le suivi à long terme s'applique à l'ensemble de la zone exploitée définie à l'article 3.2 du présent arrêté. En application de l'article 41 de l'arrêté ministériel du 30 décembre 2002 susvisé, il débute à compter de la date de la dernière admission de déchets, soit le 12 septembre 2018, et durera au moins 30 ans, soit jusqu'au 12 septembre 2048 inclus.

Article 2.4 : Nature du programme de suivi à long terme

L'exploitant met en place un programme de suivi à long terme, assuré sous sa responsabilité et à ses frais. Il comprend au minimum le contrôle des lixiviats, des eaux de ruissellement, de la qualité des eaux souterraines ainsi que les mesures afférentes au suivi et à l'entretien du site. Le contenu du programme est détaillé dans les articles suivants.

En cas de contradiction avec l'arrêté préfectoral modifié du 12 janvier 2018 susvisé, les dispositions du présent arrêté sont applicables par défaut.

Article 2.5 : Contrôles inopinés

Le suivi à long terme est réalisé sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L. 514-5 et L. 514-8 du Code de l'environnement. Conformément à ces articles, l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol. Les frais de prélèvement et d'analyse sont à la charge de l'exploitant.

Article 2.6 : Entretien

L'exploitant réalise l'entretien du site et des contrôles réguliers sont effectués, à une fréquence *a minima* annuelle concernant :

- la propreté du site ;
- le réseau de fossés externes dédiés à la collecte des eaux de ruissellement extérieures au site ;
- le réseau de fossés internes dédiés à la collecte des eaux de ruissellement internes au site et susceptibles d'être polluées ;
- les clôtures, accès et pistes de circulation ;
- la bonne tenue de la couverture finale ;
- le support végétal ;
- la végétalisation.

Les abords du site sont débroussaillés de manière à éviter la diffusion éventuelle d'un incendie s'étant développé sur le site ou, à l'inverse, les conséquences d'un incendie extérieur sur le stockage.

Les bassins dédiés à l'ISDD de DRAMBON (BLK1a, BLK1b et BPK1a) sont conçus, équipés et entretenus selon des dispositions prévues par l'arrêté préfectoral du 12 janvier 2018 susvisé.

Article 2.7 : Bande d'isolement

Afin d'éviter tout usage des terrains périphériques incompatible avec la présence d'une ISDD et les modalités du suivi à long terme, la bande d'éloignement des 200 m autour des casiers K1Aa à K1Fb est garantie par les servitudes instituées par l'arrêté préfectoral du 9 octobre 2017 susvisé.

Article 2.8 : Relevé topographique / suivi des tassements

Le suivi des tassements différentiels est assuré par des bornes et des repères judicieusement répartis, qui font l'objet d'un relevé topographique annuel permettant notamment de vérifier la pente et la bonne stabilité du talus au niveau de chaque profil ainsi que la bonne tenue de la couverture finale. Les résultats de ces contrôles sont consignés dans le rapport annuel de suivi adressé à l'Inspection des ICPE.

Tout tassement différentiel doit conduire l'exploitant à rétablir le profil du dôme de l'ISDD afin d'éviter la stagnation des eaux pluviales sur le toit de celle-ci.

En cas de détection d'amorce de glissement, l'exploitant en informe immédiatement l'Inspection des installations classées et met en œuvre les mesures correctives nécessaires.

Article 2.9 : Bilan hydrique

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel il reporte les éléments nécessaires au calcul du bilan hydrique de l'ISDD (pluviométrie, température, direction et force des vents, l'ensoleillement, l'évaporation, l'humidité relative de l'air, relevé de la hauteur d'eau dans les puits de collecte des lixiviats, quantités d'effluents rejetés).

Ces données météorologiques, à défaut d'instrumentation sur site, sont recherchées auprès de la station météorologique locale la plus représentative du site.

Ce bilan est calculé au moins annuellement, et adressé à l'Inspection. Son suivi doit contribuer à la gestion des flux de polluants potentiellement issus de l'installation et à réviser, si nécessaire, les aménagements du site. Il est joint au rapport annuel d'activité.

Article 2.10 : Suivi des lixiviats bruts

Les conditions de drainage, de collecte et de traitement des lixiviats bruts produits par l'ISDD de DRAMBON, définies dans l'arrêté préfectoral du 12 janvier 2018 susvisé, sont inchangées. En particulier, les lixiviats bruts sont acheminés vers les bassins BL1Ka et BLK1b.

La qualité des lixiviats bruts est contrôlée semestriellement dans chaque bassin énoncé précédemment et porte sur les paramètres suivants : volume des lixiviats, pH, conductivité, température, DCO, DBO₅, MES, COT, HCT, Cl⁻, SO₄²⁻, NH₄⁺, P_{total}, N_{total}, métaux totaux (Pb, Cu, Cr, Ni, Mn, Cd, Hg, Fe, As, Zn, Sn), phénols, CN libres et F.

Article 2.11 : Gestion des eaux externes

Afin d'éviter le ruissellement des eaux extérieures au site sur le site lui-même, celles-ci sont collectées dans des fossés externes qui longent le périmètre clôturé du site. Dans ces conditions, aucune eau pluviale externe ne transite par le site. Elles sont rejetées directement dans la rivière « La Bèze ».

Article 2.12 : Gestion des eaux pluviales internes de ruissellement

Il s'agit des eaux pluviales ruisselant sur :

- sur les couvertures finales des casiers de l'ISDD réaménagée et réhabilitée : elles sont collectées dans un réseau de fossés internes dédiés avant de rejoindre directement, sans traitement, le bassin paysager BPK1a ;
- les voiries d'accès à l'ISDD. Ces eaux sont collectées dans un réseau séparatif, traitées par des séparateurs d'hydrocarbures judicieusement répartis, avant de rejoindre le bassin BPK1a.

Les conditions de collecte, de gestion et d'auto-surveillance du rejet des eaux en sortie du bassin BPK1a, définies dans l'arrêté préfectoral du 12 janvier 2018 susvisé, sont inchangées

Article 2.13 : Surveillance des eaux souterraines

La surveillance des eaux souterraines au droit de la zone exploitée est assurée *a minima* par les ouvrages suivants :

- amont hydraulique → Pz8 et Pz9 ;
- aval hydraulique → Pz4, Pz5, Pz6 et Pz7.

Paramètres	Fréquence
Niveau piézométrique, pH, conductivité, T°, HCT, MEST, COT, DCO, potentiel Redox, SO ₄ ²⁻ et Cl ⁻ , Fluor et ses composés, métaux totaux, Cr _{total} , Cr ⁶⁺ , Cd, Pb, Ni, Cu, Mn, Sn, Zn, Fe, Hg, As, Al et CN ⁻ libres	Semestrielle (basses et hautes eaux)
AOX, HAP, BTEX, azote total, NTK, NO ₂ , NO ₃ , NH ₄ ⁺ , phosphore total, phénols, PCB et Ba	Annuelle

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur (normes de potabilité, valeurs-seuil de qualité fixées par le SDAGE, etc).

Pour chaque piézomètre, les résultats d'analyse doivent être consignés dans des tableaux de contrôle comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (niveau d'eau, paramètres suivis, analyses de référence...). L'exploitant joint aux résultats d'analyse un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF). La carte des courbes isopièzes est mise à jour tous les trois ans et annexée aux tableaux de contrôle cités supra.

En cas d'évolution significative de la qualité des eaux souterraines en aval de l'installation, l'exploitant procède au plus tard trois mois après le prélèvement précédent à de nouvelles mesures sur le paramètre en question. Si l'évolution défavorable est confirmée, l'exploitant met en œuvre un plan de surveillance renforcé. Ce plan de surveillance renforcé comprend au moins :

- une augmentation de spectre et de la fréquence des analyses réalisées ;
- le relevé quotidien du bilan hydrique ;
- la limitation d'accès dans l'installation de stockage des déchets pouvant être à l'origine de l'évolution constatée et toute mesure d'exploitation pouvant réduire l'origine de l'évolution constatée.

L'exploitant adresse tous les mois, à l'Inspection des installations classées, un rapport circonstancié sur les observations obtenues en application du plan de surveillance renforcée.

Article 2.14 : Prélèvements et analyses

Pour la mise en œuvre du programme de surveillance prévu au présent chapitre, les méthodes utilisées sont les méthodes de référence en vigueur. Les modalités de mise en œuvre du programme de surveillance ainsi que les prescriptions techniques pour la réalisation des opérations de prélèvement et d'analyse de substances dangereuses dans l'eau doivent permettre de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. Les préconisations et les normes énoncées dans le guide relatif à l'échantillonnage et à l'analyse des substances dans les rejets aqueux des ICPE, validé par le ministère en charge de l'environnement, sont réputées satisfaire à cette exigence.

Au moins une fois par an, les analyses sont effectuées par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci. Ce laboratoire d'analyse devra être agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre analysé, il devra être accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA).

Pour les analyses de substances dans l'eau, l'accréditation d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.

Article 2.15 : Transmission annuelle

Les suivis et résultats des mesures prévues par le présent arrêté sont annexés au rapport annuel du site, accompagnés des informations sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées. Tous les résultats de ces contrôles sont archivés par l'exploitant jusqu'à la fin de la période de suivi à long terme. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.

Article 2.16 : Fin de suivi à long terme

Six mois avant le terme de la période de suivi à long terme, l'exploitant adresse au préfet un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation, ainsi qu'un mémoire sur l'état du site. Ce mémoire précise les mesures prises ou prévues pour assurer, dès la fin de la période de suivi, la mise en sécurité du site.

ARTICLE 3 : VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif compétent, sis 22 rue d'Assas à DIJON (21000) :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié ;
- par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la dernière formalité suivante accomplie :
 - l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du Code de l'environnement ;
 - la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision. Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télerecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

ARTICLE 4 : PUBLICITÉ

En application des articles R.181-44 et R.181-45 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée en mairie de DRAMBON et peut y être consultée ;
- un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de DRAMBON pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la Préfecture de la Côte d'Or ;
- le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Côte d'Or pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 5 : EXÉCUTION

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte d'Or, M. le Maire de DRAMBON et M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Région Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté, qui est notifié par lettre recommandée avec accusé de réception à la société Suez RR IWS Minerals France. Une copie du présent arrêté est adressée à :

- M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Région Bourgogne-Franche-Comté ;
- M. le Maire de DRAMBON.

Fait à DIJON, le 15 février 2022

LE PRÉFET
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général,
SIGNE

Christophe MAROT